

Questions orales

[Français]

ON DEMANDE LA SIGNATURE D'UN TRAITÉ

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre se révèle mal quand il plaide la mauvaise cause.

Le premier ministre a complètement mal mené le dossier des pluies acides. Il a perdu tout son temps en assistant et en laissant les États-Unis s'en tirer avec les promesses vagues sur la recherche.

Maintenant qu'il arrive à la fin de son mandat, et le Président Reagan lui aussi, le premier ministre déclare que rien de moins qu'une réduction précise des sources des pluies acides aux États-Unis ne feront l'affaire.

Si le premier ministre est sérieux et le ministre aussi, va-t-il insister sur le fait que lors de leur prochaine rencontre à Washington le mois prochain, le gouvernement canadien prépare le texte d'un traité destiné à mettre fin aux pluies acides et qu'un tel traité soit signé par le premier ministre et le Président Reagan lors de cette rencontre le mois prochain?

● (1420)

[Traduction]

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, j'ignore si le chef de l'opposition dort depuis deux ou trois ans mais, chose certaine, au cours des derniers mois, j'ai bien expliqué à la Chambre des communes et lors de réunions tant au Canada qu'aux États-Unis que le gouvernement canadien a couché sur papier les grandes lignes d'un traité que nos représentants au plus haut niveau négocient avec les représentants américains, à Washington comme à Ottawa.

Le chef de l'opposition demande donc avec une grandiloquence un peu forcée une initiative que nous avons déjà prise, chose que n'a pas faite le parti libéral lorsqu'il était au pouvoir. Le prédécesseur du très honorable chef de l'opposition se gardait bien de soulever la question des pluies acides à Ottawa ou ailleurs au Canada et il va sans dire à Washington.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, après trois ans et demi, ce genre de réponse ne prend plus, surtout de la part d'un ministre de l'Environnement somnambule.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE PROJET DE LOI OMNIBUS SUR LE COMMERCE À L'ÉTUDE AU CONGRÈS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre a non seulement perdu la partie dans les négociations sur les pluies acides, mais aussi dans celles sur le libre-échange. En faisant l'éloge de son entente commerciale hier soir à New York, le premier ministre a négligé de préciser qu'un rapport unanime des membres du

comité du commerce de la Chambre des communes, y compris tous les députés conservateurs de ce comité, demande que le premier ministre laisse tomber cette entente si des exemptions précises en faveur du Canada ne sont pas prévues dans le projet de loi omnibus sur le commerce à l'étude actuellement au Congrès américain.

Or au moment même où le premier ministre faisait son discours à New York hier soir, Sam Gibbons, président du comité du commerce de la chambre des représentants, a déclaré qu'aucune exemption ne serait accordée au Canada, qui devra donc se soumettre à ce projet de loi. Ma question s'adresse donc au vice-premier ministre ou au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement dispose-t-il d'autres renseignements que ceux qui ont été communiqués hier soir par M. Gibbons, membre du congrès?

Si aucune exemption n'est accordée au Canada, le gouvernement est-il prêt à se retirer de l'entente commerciale avec les États-Unis?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le très honorable député ne voudrait certainement pas induire la Chambre en erreur, mais il sait que ce n'est pas ce qu'a dit M. Sam Gibbons, président du comité de la chambre des représentants. Il a déclaré qu'il n'était pas nécessaire de prévoir d'exemption puisque le projet de loi commercial ne contenait aucune menace à l'endroit du Canada.

M. Turner (Vancouver Quadra): Aucune autre question!

LA LETTRE DE L'AMBASSADEUR DU CANADA À UN REPRÉSENTANT AU CONGRÈS AMÉRICAIN

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je pose ma question à la même ministre. Si elle appuie effectivement M. Gibbons, représentant au Congrès américain, qui affirme qu'il n'y a aucune menace pour le Canada, je voudrais savoir si elle est prête à présenter la réponse qui, je présume, a été donnée à la lettre que l'ambassadeur Godlieb a envoyée à M. Gibbons et à d'autres membres du Congrès et où il énumère 33 mesures jugées inacceptables par le Canada dans le projet de loi commercial omnibus. La ministre affirme maintenant que son gouvernement a obtenu satisfaction sur tous les points. Je voudrais que la ministre présente cette lettre et nous donne l'assurance que les 33 mesures préjudiciables énumérées par l'ambassadeur canadien ont été éliminées du projet de loi.

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député comprendra que, le projet de loi n'ayant pas encore été présenté, nous ne pouvons évidemment pas savoir au juste à quoi nous en tenir. Il est exact que notre ambassadeur a fait des démarches auprès des Américains pour s'assurer que ce projet de loi ne contient rien qui pourrait nous être préjudiciable. Je me réjouis cependant d'être en mesure d'apprendre aux députés que, jusqu'à maintenant, beaucoup d'éléments négatifs ont été éliminés.